



HAL
open science

Rwagasore for ever ? Des usages contemporains d'un héros consensuel au Burundi

Christine Deslaurier

► **To cite this version:**

Christine Deslaurier. Rwagasore for ever ? Des usages contemporains d'un héros consensuel au Burundi. Vingtième siècle. Revue d'histoire, 2013, 118 (118), pp.15-30. halshs-01493272

HAL Id: halshs-01493272

<https://shs.hal.science/halshs-01493272>

Submitted on 27 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RWAGASORE FOR EVER ?

Des usages contemporains d'un héros consensuel au Burundi

[Christine Deslaurier](#)

Presses de Sciences Po | « [Vingtième Siècle. Revue d'histoire](#) »

2013/2 N° 118 | pages 15 à 30

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724633344

DOI 10.3917/ving.118.0015

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2013-2-page-15.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Rwagasore for ever ?

Des usages contemporains d'un héros consensuel au Burundi

Christine Deslaurier

Héros de la libération du Burundi, assassiné en 1961 au lendemain de la victoire de son parti et à la veille de l'indépendance, le prince Rwagasore est l'un des rares hommes politiques d'un pays à l'histoire tourmentée à faire l'unanimité, au point d'être devenu le symbole de l'unité nationale. Une mort prématurée lui ayant épargné les vicissitudes de l'exercice du pouvoir, la figure héroïque du prince a traversé, inaltérée, les crises politiques (de la monarchie aux républiques, des coups d'État au multipartisme) et ethniques (massacres et guerres civiles) qui ont déchiré le Burundi depuis cinquante ans, sans jamais perdre de son aura ni subir de dépréciation historique. Retraçant la construction de cette figure héroïque, la genèse du culte princier et les usages de sa mémoire, Christine Deslaurier nous invite à une plongée dans les soubresauts de l'histoire et de la société burundaises.

Au Burundi, les célébrations de l'indépendance du pays, le 1^{er} juillet 1962, s'articulent toujours à la commémoration du meurtre du principal leader du combat nationaliste, le prince Louis Rwagasore. Le destin tragique de ce jeune dirigeant tué en octobre 1961 est, en effet, lié aux conditions même de l'accession à l'indépendance et aux apories politiques du Burundi postcolonial qui a connu de violentes crises politico-ethniques à partir de 1965. Ainsi, fêter

le retour à la souveraineté nationale¹, c'est aussi rendre hommage au martyr sacrifié pour cette cause et, au-delà, situer la douloureuse histoire du pays dans la continuité de son instant fatal.

À l'heure du jubilé de l'indépendance, Rwagasore est lié à des initiatives mémorielles et cérémonielles qui offrent l'opportunité d'une réflexion sur l'histoire, les mémoires et les récits qui lui sont consacrés depuis cinquante ans. Le moment est propice car le mythe princier est aujourd'hui dans une phase dynamique de réaménagement. La proximité du jubilé l'explique : elle alimente une série de réflexions publiques et privées sur la destinée du leader et du pays depuis cinq décennies, elle suscite de nouveaux témoignages et rend accessibles des archives jusqu'alors fermées au public, ce qui permet de mieux éclairer la vie du personnage². Les différents types d'investissement historique et mémoriel que l'on peut distinguer dans cette conjoncture et les enjeux dont ils sont porteurs méritent attention. La sacralisation du grand homme a eu pour effet de fixer

(1) Le royaume du Burundi, fondé au 17^e siècle, constituait déjà une « nation » avant l'intrusion européenne. Aussi, après soixante ans de colonisation, allemande puis belge (Territoire du Ruanda-Urundi administré sous mandat à l'époque de la Société des nations, puis sous tutelle avec les Nations unies à partir de 1946), l'indépendance a été interprétée avant tout comme un « retour à la souveraineté ».

(2) La législation belge sur la rétention des archives à cinquante ans a permis l'ouverture aux Archives africaines de Bruxelles (AAB), en 2011, d'un dossier très riche et jusque-là inaccessible sur le prince (BUR 6).

sa domination tutélaire sur le monde politique, mais le mythe et ses imaginaires ont malgré tout évolué au rythme de l'histoire burundaise. Ce qui se produit actuellement permet d'observer à chaud cette recomposition du passé dont certains acteurs s'emparent, et de mettre au jour des mémoires complémentaires, officielles ou familiales, militantes ou amicales, dont le dévoilement paraît lié à la transformation du champ politique de l'ethnicité au Burundi.

Rwagasore, prince du nationalisme burundais

Louis Rwagasore est un quasi-inconnu au bataillon des héros des indépendances dessinés par l'historiographie africaniste. Bien sûr, l'auteur de ces lignes ne dénierait pas une affection particulière pour le personnage, longuement fréquenté en doctorat¹. Mais la densité humaine et politique du prince n'est pas seulement subjective, les sources en témoignent, et ses capacités politiques n'ont pas été moindres parce que son pays était petit... En réalité, avant même que sa mort ne le transfigure en sujet de dévotion, Rwagasore aura été un « animal politique² » aussi opiniâtre que certains de ses alter ego continentaux plus célèbres.

L'étoffe du héros

C'est doté de précieux atouts que Louis Rwagasore a fait son entrée dans le jeu politique national au milieu des années 1950. Parmi les caractéristiques marquant la différence dans la manufacture des « grands hommes » du Burundi d'alors, il disposait des plus nobles et des plus valorisées, et l'on ne saurait

comprendre sa notoriété à l'époque, ni sa postérité ultérieure, sans établir la nature de ces attributs opportuns.

L'ascendance royale de Rwagasore, né en 1932 du *mwami* (roi) Mwambutsa Bangiricenge et de sa première épouse, Thérèse Kanyonga, n'était pas la moindre de ces vertus. Bien qu'il n'ait pas de primauté successorale dans le système monarchique, sa naissance le plaçait d'emblée dans une position politique éminente, étant tout proche du *mwami*, le « père des Barundi » (Sebarundi), source du pouvoir dans le pays³. Malgré les coups de boutoir portés contre son autorité par l'action conjuguée des missionnaires et des administrateurs coloniaux depuis le début du 20^e siècle⁴, le *mwami* était encore révérend par la population à la fin de la période coloniale, et par ricochet, son fils aîné jouissait d'une sorte de grâce héréditaire. Son appartenance à la catégorie des Baganwa le raccordait à tous les princes issus du « ventre du tambour » (*inda y'ingoma*) qui formaient l'aristocratie du pays, et par le jeu des alliances matrimoniales et des allégeances qui structuraient la royauté burundaise, il était relié à de nombreux chefs et représentants « coutumiers » constituant l'élite dirigeante du pays dans l'administration indirecte mise en place par les colonisateurs belges⁵. Cette même identité princière le situait en outre comme à l'écart de la trilogie ethnique qui empesait déjà l'évolution politique du Rwanda voisin à la fin des années 1950, mais non encore celle du Burundi. En effet, à côté des Batwa, des Batutsi et des Bahutu composant dans les deux pays les trois principales « ethnies » (*amoko*), les Baganwa

(3) Émile Mworoha, *Peuples et rois de l'Afrique des Lacs*, Dakar-Abidjan, Nouvelles Éditions africaines, 1977, p. 129-131.

(4) Joseph Gahama, *Le Burundi sous administration belge : la période du mandat, 1919-1939*, Paris, Karthala, 1983, p. 96-101. Le règne de Mwambutsa a coïncidé peu ou prou avec toute la période coloniale belge (1915-1966).

(5) Voir Émile Mworoha, *op. cit.*, 1977, p. 142 ; Joseph Gahama, *op. cit.*, p. 101-113.

(1) Christine Deslaurier, « Un monde politique en mutation : le Burundi à la veille de l'indépendance (1956-1961) », thèse de doctorat en histoire, Université Paris-I, 2002.

(2) Jean-Paul Harroy, *Burundi, 1955-1962 : souvenirs d'un combattant d'une guerre perdue*, Bruxelles, Hayez, 1987, p. 565.

burundais prétendaient former une quatrième ethnie, à part, contrairement aux princes rwandais se présentant comme des Batutsi¹.

Héritier d'une longue tradition monarchique, Rwagasore s'était par ailleurs qualifié dans la modernité coloniale du crucifix et du pupitre. Dès son jeune âge, lui avait été assignée une instruction catholique poussée, correspondant à la fois au sceau confessionnel de sa mère baptisée et des tuteurs belges et au destin envisagé pour lui par son père. Aussi, après avoir fréquenté des écoles missionnaires durant sa scolarité primaire, il avait accédé à l'adolescence au célèbre Groupe scolaire d'Astrida au Rwanda, la plus élitiste des institutions scolaires du Ruanda-Urundi sous tutelle belge. Dans les années 1940, il y avait côtoyé de futurs « auxiliaires » de l'administration et des services techniques coloniaux, qu'il retrouva une décennie plus tard dans la militance politique. Entre-temps, parti à la fin de l'année 1952 étudier en Belgique le droit colonial et le gouvernement des « indigènes » à l'Institut universitaire des territoires d'outre-mer d'Anvers, puis réorienté dans les sciences agronomiques à l'Université catholique de Louvain, il était devenu l'un des premiers universitaires de son pays².

Au moment où Rwagasore rentra d'Europe, à la fin de l'année 1956, il disposait donc déjà d'un riche capital symbolique et social.

(1) Jean-Pierre Chrétien et Émile Mworoha, « Le réseau princier des Baganwa au Burundi au 20^e siècle. Du déclin politique à la nouvelle revendication de leur "ethnie" », in Claude-Hélène Perrot et François-Xavier Fauvelle-Aymar, *Le Retour des rois : les autorités traditionnelles et l'État en Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2003, p. 393-397.

(2) AAB, BUR 6, documents concernant les études de Rwagasore (1948-1956). Dans l'emphase héroïque qui accompagne la fabrique de son mythe, le prince est parfois présenté comme licencié en sciences politiques ou en droit (Damase Gihugu, *Ubuzima bw'umuganwa Rwagasore Ludoviko Rwagasore n'ukwikukira kw'Uburundi, 1932-1961* (La vie du muganwa Rwagasore et l'indépendance du Burundi), Bujumbura, Presses Lavigerie, 1999, p. 20). En réalité, il rentra d'Europe sans diplôme, après des études en agronomie, une filière jugée sans doute moins digne par ses thuriféraires.

Ses valeurs chrétiennes et son rang parmi les « évolués », associés à sa position dynastique, composaient le portrait d'un jeune aristocrate éduqué, rompu aux traditions de son royaume et initié à celles des sociétés européennes qu'il avait pu visiter. À 24 ans, il était doté de qualités favorables à son émergence politique et à sa reconnaissance populaire. Sa distinction héroïque vint ensuite de quelques actions méritoires et mémorables.

Le leader populaire

À peu près inexistant aux yeux des autorités coloniales dans sa jeunesse, Louis Rwagasore a fait les frais de leur franche hostilité dès son retour d'Europe, quand il a commencé à dévoiler ses ambitions politiques. Dans ses mémoires, Jean-Paul Harroy, vice-gouverneur général du Ruanda-Urundi de 1952 à 1961, raconte comment il le repéra dès 1956 comme un agitateur potentiel, lorsqu'il remit aux autorités belges un texte évoquant une Constitution burundaise³. Il explique encore comment leurs véritables « affrontements » débutèrent l'année suivante, à propos des coopératives indigènes lancées telles des « machines de guerre » contre le pouvoir colonial⁴.

Ces coopératives de commerce et de consommation avaient été créées par Rwagasore en 1957, à la faveur d'une brèche dans la législation qui permettait leur complète autonomie par rapport aux autorités belges. Elles avaient pour objectif d'affranchir le commerce burundais d'intermédiaires omniprésents (Grecs et Asiatiques pour l'essentiel), et connurent un vif succès dès leurs débuts, notamment auprès des commerçants swahilis que le pouvoir colonial appréhendait comme un groupe

(3) Jean-Paul Harroy, *op. cit.*, p. 214 ; AAB, BUR 72, « Révision du décret du 14 juillet 1952 (note sur l'élaboration d'un projet de Constitution murundi) », Kitega, 4 février 1956.

(4) Jean-Paul Harroy, *op. cit.*, p. 267-276.

subversif¹. Par leur développement, Rwagasore gagna en moins d'une année une stature nationale, et, dans le même temps, il prit la première place parmi les adversaires de l'administration de la Tutelle, dont il était l'employé depuis avril 1957². Celle-ci mit tout en œuvre pour torpiller ces entreprises et y parvint à la fin de l'année 1958, malgré les efforts consentis par le prince pour les maintenir hors du contrôle colonial³.

Cet échec formel des coopératives consacra *a contrario* la renommée de celui qu'on appelait désormais dans le pays « Rudoviko », et au nom duquel se développèrent refus d'obéissance, grèves fiscales et boycottage des commerces non africains⁴. Dans son bras de fer avec les colonisateurs, le prince acquit une grande popularité et put élargir son audience à des segments divers de la population, dont la réunion fut à la base de la création du parti Union et progrès national (Uprona)⁵. Rwagasore, bien que n'apparaissant pas dans son comité dirigeant pour des raisons tactiques, en fut la principale figure de proue, faisant la jonction entre les loyautés acquises dans l'espace des coopératives et ses réseaux princiers, scolaires et religieux. L'Uprona rassemblait

ainsi des composantes de la société que la colonisation avait eu pour résultat de diviser sur des critères religieux, ethniques, éducatifs ou économiques.

Surtout, le prince emprunta une conduite « démotique » de la politique dont peu d'autres leaders firent l'expérience à l'époque. Il montra dès ses missions d'étude en 1957, puis dans les coopératives en 1958 et lorsqu'il devint chef en 1959 au Nord du pays, une remarquable capacité à « faire peuple », à « être [avec le] peuple », se mêlant aux Swahilis jusque dans leur quartier réservé à Usumbura, s'entourant des conseils de notables coutumiers comme de jeunes évolués, frayant avec des entrepreneurs européens en délicatesse avec les autorités coloniales et surtout, sympathisant avec la masse des « simples gens » (*abasanzwe*). Jeune prince et nouveau chef, il ne répugnait pas à côtoyer la plèbe, celle des petites mains des cités et des nombreux paysans hutu et tutsi des collines⁶. Il épousa en grande pompe à Usumbura, le 12 septembre 1959, une jeune hutu, Marie-Rose Ntamikevyo, dont le père assistant médical était membre de l'Uprona⁷. « Le peuple » assista en foule aux noces, célébrant, par-delà l'alliance du prince et de la roturière, l'union des possibles sociaux et politiques.

(1) AAB, BUR 6 et 74, rapports sur les « coopératives Rwagasore ». Les Swahilis formaient une minorité islamisée et urbanisée, vivant surtout du commerce. La politique coloniale les a constamment marginalisés dans l'éducation et la vie publique. Leur mobilité vers le Congo et le Tanganyika Territory les rendait suspects aux yeux de la Tutelle et avalisait l'idée qu'ils étaient des « étrangers ».

(2) AAB, BUR 6, contrat et rapports d'engagement au Centre administratif du pays. Rwagasore était chargé de missions d'études sur l'organisation économique, agricole ou administrative du pays.

(3) AAB, BUR 6 et 74, rapports sur les « coopératives Rwagasore » ; Jean-Paul Harroy, *op. cit.*, p. 267-276. Pour renflouer ses coopératives, Rwagasore contacta en vain des investisseurs européens, ainsi que des leaders panafricains comme Gamal Abdel Nasser ou Julius Nyerere.

(4) AAB, BUR 74, séditions et mouvements indigènes ; Christine Deslaurier, *op. cit.*, p. 258-256.

(5) Jean-Paul Harroy, *op. cit.*, p. 265 ; Christine Deslaurier, *op. cit.*, p. 421-430. L'Uprona, créé à la fin de l'année 1958, a obtenu son agrément officiel le 7 janvier 1960.

(6) Nous devons à Vincent Foucher, que nous remercions pour sa lecture du présent article, l'évocation de cette conduite « démotique » du prince.

(7) Ildéphonse Ntamikevyo fut élu « bourgmestre » d'Usumbura en 1960, sous étiquette Uprona. Son identité hutu reste débattue. Il est parfois présenté comme un Tutsi, soit du clan valorisé des Banyakarama, soit du sous-groupe méprisé des Bahima (AAB, BUR 67, fiche du bourgmestre Ntamikevyo, 1960 ; Warren Weinstein, *Historical Dictionary of Burundi*, Metuchen, Scarecrow Press, 1976, p. 221). Ce type d'incertitude est fréquent au Burundi et souligne à quel point l'identification ethnique peut être questionnée. Ici, il pourrait s'agir d'une manipulation visant à effacer la « flétrissure » qu'aurait constituée, pour certains individus à la Cour, le mariage du prince avec une Hutu (Augustin Nsanze, *Le Burundi contemporain : l'État-nation en question, 1956-2002*, Paris, LHarmattan, 2003, p. 76).

Le martyr de l'indépendance

L'année 1959 a marqué le temps du changement dans les territoires belgo-africains : les violences au Congo en janvier (émeutes de Léopoldville), puis au Rwanda à la Toussaint (« révolution sociale hutu »), ont provoqué un processus hâtif de réformes administratives et politiques. Le 25 décembre 1959, un décret intérimaire signé par le roi Baudoin fixa la ligne d'une nouvelle politique au Ruanda-Urundi, prévoyant l'africanisation de l'administration et la suppression du cadre coutumier des chefs et des sous-chefs, ainsi que l'élection de représentants pour les remplacer (bourgmestres, conseillers communaux et députés)¹. Au Burundi, la perspective des compétitions électorales débrida le multipartisme : vingt-cinq partis furent agréés entre janvier 1960 et septembre 1961². Face à l'Uprona déjà rôdée, jouant de la proximité royale et revendiquant « l'indépendance immédiate », se dressèrent des mouvements appuyés par l'administration coloniale et réclamant la « démocratie d'abord ». Parmi ceux-ci, le Parti démocrate chrétien (PDC) et le Parti du peuple (PP) émergèrent comme les principaux adversaires de l'Uprona.

Le PDC était conduit par les frères Ntindereza et Biroli, issus d'une branche des Baganwa (Abatare) en lointain contentieux avec la lignée du *mwami* Mwambutsa (Abezi). Cousins éloignés de Rwagasore, ils étaient fils du chef Pierre Baranyanka, connu pour son dévouement aux projets coloniaux depuis l'époque allemande et à qui certains responsables coloniaux auraient volontiers confié le royaume. Fiers aristocrates, occidentalisés

à cœur, ils symbolisaient cette magnanimité nobiliaire mieux assortie au paternalisme colonial que les fraternisations jugées indignes de Rwagasore. Leur parti prônait une indépendance préparée par la chute du « pouvoir de caste » et l'éducation d'une élite prête à assumer la relève en temps utile.

Le Parti du peuple avait été créé par le Belge Albert Maus, qui avait participé plus tôt à la formation de l'Aprosoma (Association pour la promotion sociale de la masse), l'un des premiers partis pro-hutu du Rwanda. Le PP condamnait lui aussi les travers féodaux de la société burundaise, mais en incluant dans le système à abattre tous les chefs et notables Baganwa ou Batutsi, y compris les dirigeants du PDC et de l'Uprona. Il insistait sur la défense des intérêts « des Bahutu et des simples Batutsi » (*abasan-zwe*), et sur leur promotion avant l'indépendance. S'il est certain que le colon Maus caressait le rêve d'une libération hutu au Burundi à la façon de la révolution rwandaise, ce que Rwagasore dénonça vigoureusement en 1959³, sa vision « raciale » de l'avenir burundais n'était toutefois pas partagée par tous les dirigeants hutu du PP. En fait, en 1960, le clivage ethnique et ses équations politiques n'avaient pas autant d'acuité au Burundi qu'au Rwanda, et la transposition des divisions rwandaises au contexte burundais était même rejetée par la plupart des acteurs politiques dits populaires.

À partir du second semestre de l'année 1960, sur fond de guerre froide, les troubles meurtriers du Congo tout juste indépendant depuis le 30 juin 1960 achevèrent de convaincre les partis de la « *demokarasi* » que la sortie

(1) L'initiative de ces réformes est parfois attribuée au prince lui-même. Ainsi aurait-il présidé à la création des communes en 1960 ou encore imposé le vote des femmes en 1961 (Damase Gihugu, *op. cit.* ; Bernadette Nsabimana, citée par Édouard Madirisha, « Rwagasore, un fin stratège », *Iwacu*, 132, 16 septembre 2011).

(2) AAB, BUR 63 à 65, dossiers des partis politiques ; Christine Deslaurier, *op. cit.*, p. 390-435.

(3) « Lettre adressée à M. Maus par le Muganwa Louis Rwagasore » et « Après le Ruanda... Le Burundi ! », *La Dépêche du Ruanda-Urundi (Usumbura)*, 429 et 431, 4 et 18 décembre 1959. Ces textes, ainsi que d'autres interventions publiques du prince, sont reproduits dans Christine Deslaurier et Domitien Nizigiyimana, *Paroles et écrits de Louis Rwagasore, leader de l'Indépendance burundaise*, Paris/Bujumbura, Karthala/Iwacu, 2012.

du colonialisme conduirait au chaos. Symbolisant les deux tendances saillantes d'un « Front commun populaire et démocrate » né en vue des scrutins communaux de 1960, le PDC et le PP menèrent avec leurs alliés un combat pour stopper l'essor de l'Uprona. L'administration coloniale accorda son expertise légale pour exclure du jeu politique les membres de ce parti. Ainsi, sous le coup de poursuites judiciaires aux motifs parfois dérisoires, de nombreux militants et leaders furent incarcérés, durent abandonner le parti ou s'exiler. Rwagasore, auquel on reprochait des liens avec le « diable communiste » Patrice Lumumba et le non moins subversif Julius Nyerere¹, fit l'objet d'un traitement spécial. En août 1960, l'article 24 *bis* fut ajouté au décret intérimaire de 1959 pour neutraliser son action, qui interdisait aux proches parents et alliés du *mwami* d'exercer des fonctions ou de participer à des activités politiques². Les autorités belges s'en servirent dès qu'elles purent prouver que Rwagasore y contrevenait, ce qui fut le cas en octobre : de retour du Tanganyika Territory où il venait de passer trois semaines, la fouille de ses bagages à l'aérodrome d'Usumbura montra qu'il transportait des tracts « séditions »³. Il fut placé en résidence surveillée pour la durée des élections communales, soit du 27 octobre au 9 décembre 1960. Sans compétition, les membres du Front commun les remportèrent, mais l'Uprona se plaça malgré tout deuxième derrière le PDC en nombre de sièges par parti⁴.

(1) Louis Rwagasore était plus proche de Julius Nyerere que de Patrice Lumumba qu'il a rencontré seulement deux fois, en 1960, lors d'un passage de ce dernier à Usumbura et à l'occasion des fêtes de l'indépendance congolaise. Son intimité avec Nyerere, elle, a été installée par de plus fréquentes rencontres, une dizaine si l'on s'appuie sur les bulletins de la Sûreté.

(2) *Rudipresse* (Usumbura), 185, 20 août 1960, p. 6 ; Jean-Paul Harroy, *op. cit.*, p. 453-454.

(3) AAB, BUR 6, bulletins 509 et 510 de la Sûreté, Usumbura, 21 octobre 1960.

(4) Christine Deslaurier, *op. cit.*, p. 948-952 et 990-994 ; Jean Ghislain, *La Féodalité au Burundi*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer, 1970, p. 75-76.

L'entrée en scène des Nations unies en 1961 inversa les rapports de force jusqu'alors favorables aux partis du Front commun. Pour faire pendant à l'arbitraire colonial, des arbitrages internationaux intervinrent sous la forme de résolutions contraignantes en décembre 1960 et en avril 1961, qui définirent les pouvoirs étendus d'une commission des Nations unies pour le Ruanda-Urundi. Sur place dès le début de l'année 1961, cette commission fit libérer ou rentrer d'exil les militants indépendantistes et réhabilita Rwagasore dans ses droits politiques. Puis, à couteaux tirés avec l'administration tutélaire, sans cacher ses préférences pour l'anticolonialisme de l'Uprona et offrant conseils et moyens à son état-major, elle supervisa la préparation du scrutin législatif du 18 septembre 1961. Le résultat du vote fut une victoire sans appel pour le parti princier, qui obtint cinquante-huit des soixante-quatre sièges de la nouvelle assemblée. Rwagasore fut dans la foulée nommé Premier ministre et présenta le visage rassurant de l'œcuménisme partisan : il engagea ses fidèles « à tendre loyalement et cordialement la main aux adversaires d'hier⁵ ».

Les perdants, pourtant, ne se payèrent pas de mots. Le 13 octobre 1961, Rwagasore fut abattu d'un coup de fusil dans la capitale. Son assassinat avait été commandité par des leaders du PDC, dont les frères Ntidendereza et Biroli, qui furent jugés et condamnés⁶. Mais le pays s'était déjà enfoncé dans une situation délétère. Le parti Uprona, orphelin, connut une grave crise de leadership qui rompit les équilibres forgés par Rwagasore. Ses adversaires,

(5) Jean-Paul Harroy, *op. cit.*, p. 565-566 ; AAB, BUR 70, discours radiodiffusé du prince Rwagasore au lendemain de la victoire de l'Uprona aux élections législatives, Usumbura, 20 septembre 1961.

(6) Jules Chomé, « L'affaire Rwagasore », *Remarques africaines*, 4 (41-44), 14 décembre 1962, p. 341-381 ; Guy Poppe, *De moord op Rwagasore, de Burundese Lumumba*, Anvers, Epo, Uitgeverij, 2011. À l'issue de deux procès, six personnes furent condamnées à mort : le tireur, exécuté en 1962, et cinq commanditaires ou participants, pendus en 1963.

les membres du PDC ou plus généralement du Front commun, et tous ceux qu'on leur associa sous le nom de « traîtres » (*abamenja*), furent menacés ou attaqués. Les Jeunesses nationalistes Rwagasore (JRR), nées juste après la mort du prince, s'illustrèrent dans des battues dont l'une conduisit au décès de syndicalistes chrétiens en janvier 1962 à Kamenge, un quartier de la capitale¹. Enfin, dans une ambiance de sauve-qui-peut, la plupart des agents coloniaux belges, inquiets ou listés « indésirables » par le gouvernement autonome, plièrent bagages². Quand le drapeau national s'éleva dans le ciel de l'indépendance retrouvée, le 1^{er} juillet 1962, c'est donc un Burundi en deuil, blessé et divisé qui célébra l'événement.

Les régimes du mythe

Vécue comme un cataclysme inscrit dans l'ordre du surnaturel³, la mort de Rwagasore a aussitôt suscité la naissance d'un culte qui n'a guère connu de reflux. Aujourd'hui encore, nul ne peut échapper aux lieux, aux dates ou aux rituels de cette liturgie burundaise. Le mythe Rwagasore s'accroche à des structures matérielles du souvenir, installées dans les premières décennies postcoloniales, qui ont assuré la pérennité visuelle et symbolique du prince dans l'espace public. Il s'articule aussi à des récits du « combat » qu'il mena, souvent emprunts d'idéalisation rétrospective ou d'apologie monopartite.

La royauté célèbre son fils

Les mois suivants le meurtre du prince ont été voués à la fabrique officielle de son souvenir,

(1) Jean-Paul Harroy, *op. cit.*, p. 593 et 609-615 ; Jean Ghislain, *op. cit.*, p. 97.

(2) Augustin Nsanze, *op. cit.*, p. 75-76 ; Christine Deslaurier, *op. cit.*, p. 503 et 632.

(3) Jean-Paul Harroy, *op. cit.*, p. 585 ; entretien avec Roza-Paula Iribagiza (sœur du prince), Bujumbura, 6 août 2010 : un séisme, une pleine lune et des prémonitions ont encadré le meurtre, interprétés comme autant de signes du destin.

notamment à son immortalisation sépulcrale dans un imposant mausolée qui surplombe la capitale burundaise. Le choix du site funéraire n'a rien eu d'anodin à quelques mois de l'indépendance : Usumbura, la cité moderne des bords du lac Tanganyika, était en effet à l'époque le chef-lieu du Territoire du Runda-Urundi, non celui du seul Burundi. Aussi y enterrer Rwagasore a procédé d'une forme subtile de nationalisation de la ville à la veille de l'obtention des souverainetés séparées⁴. La parcelle de Vugizo qui domine la capitale, défrichée en hâte pour recevoir la dépouille princière⁵, fut aménagée en 1962 et 1963 pour accueillir le mausolée aux trois arches et sa haute croix noire. Pour financer sa construction, ainsi que celle d'un stade portant son nom, une série philatélique à l'effigie de Rwagasore sortit en février 1963⁶. Cette même année, le 13 octobre fut décrété jour férié ; on rebaptisa un hôpital et une artère centrale de la capitale (la « chaussée Prince Louis Rwagasore », dite « PLR »), et une brochure hagiographique parut sur le prince⁷. Enfin, des bustes apparurent aux entrées des bâtiments publics ou des villes, et des billets furent imprimés lors de la création du franc burundais, ce qui favorisa la diffusion du portrait de Rwagasore jusque sur les collines les plus reculées du pays⁸.

(4) Jean-Paul Harroy, *op. cit.*, p. 581.

(5) *Ibid.*, p. 583-585. L'inhumation eut lieu le 18 octobre 1961 en présence d'une foule estimée à trente mille personnes.

(6) Deux autres séries ont été produites, en 1966, avec John F. Kennedy, dans un parallèle sans doute délibéré entre les destins tragiques des deux hommes arrivés au pouvoir en 1961, et en 1972, pour le dixième anniversaire de l'indépendance.

(7) Melchior Mukuri, *Dictionnaire chronologique du Burundi*, vol. 1 : 1850-1966, Bujumbura, Université du Burundi, 2011, p. 283 et 320 ; ministère de la Justice, *Prince Louis Rwagasore*, Bujumbura, s. d. [1963]. Cette brochure est étudiée par Jean-Pierre Chrétien, « Héros et anti-héros : la transfiguration par la mort. Biographies et pouvoir au Burundi », in Bertrand Hirsch et Manfred Kropp (dir.), *Saints, biographies et histoire en Afrique*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 2003, p. 115-125, p. 121.

(8) Melchior Mukuri, *op. cit.*, p. 330-331. Jusqu'en 1964, le Burundi et le Rwanda usaient d'un franc commun. La

La matérialisation du souvenir du prince a donc été réalisée pour l'essentiel dans les cinq ans suivants son assassinat, c'est-à-dire quand son père Mwambutsa régnait encore. Cependant, ce qui a donné force au processus d'héroïsation, voire de sacralisation de Rwagasore, est l'usage fait par l'Uprona des emblèmes et des paraboles politiques qu'il pouvait représenter. Hégémonique à partir de la fin de l'année 1961, ce parti, royaliste à l'origine, fut proclamé unique le 28 novembre 1966, quelques jours avant le renversement du *mwami* et l'instauration d'une République dont il forma la colonne vertébrale, avec l'armée, pendant près de trente ans. C'est dans l'enrégimentement holistique des esprits que l'Uprona a opéré la conversion d'une fidélité monarchique pluriséculaire vers la nouvelle religion du parti-État, et, dans ce mouvement, le héros Rwagasore a servi d'utile trait d'union. Son mythe est ainsi indissociable de la glorieuse geste nationaliste, anticoloniale, « révolutionnaire » et unitaire que l'Uprona a récitée pendant trois décennies ou presque. À l'exception du colonel Jean-Baptiste Bagaza en effet, les militaires tutsi qui se sont emparés de la République entre 1966 et 1993 (et de l'Uprona dont ils étaient *ipso facto* présidents) ont fait un usage extensif de la mémoire du défunt leader.

La République digère le prince

Tombeur de la royauté, le capitaine Michel Micombero, qui devait composer avec une société encore fort acquise au principe monarchique, s'est déclaré tantôt « successeur » tantôt « petit frère » du prince, plaçant explicitement la Première République (1966-1976) sous son patronage, dès sa proclamation¹.

coupure de cent francs sur laquelle figure le portrait de Rwagasore, sans cesse réimprimée et jamais remplacée, est la plus utilisée au quotidien par les Burundais.

(1) République du Burundi, *La Réalité au Burundi*, s. 1., Afrique Consortium éditions, 1974, p. 28-30 et 44-46 ;

À son époque, les Jeunesses révolutionnaires Rwagasore défilaient au stade les jours de célébration en « hommage éternel au fondateur de l'Uprona », les portraits du héros fleurissaient les lieux publics et le tombeau princier resta le lieu de grandes processions politiques annuelles². Pourtant, derrière cette vitrine œcuménique du souvenir du héros de l'unité, le régime propulsa le Burundi dans le plus radical des divorces nationaux, celui de la violence ethnique. En 1972, l'attaque et la mort de milliers de Tutsi au Sud du pays conduisirent à une répression massive des Hutu par l'armée, contrôlée par un groupe de Tutsi du Sud (« le lobby de Bururi ») et des membres zélés des Jeunesses. Des centaines de milliers d'individus et de familles périrent dans ce « génocide sélectif » visant prioritairement les Hutu instruits ou aisés, ou le fuirent en partant vers les pays voisins, en Tanzanie notamment³.

Le colonel Bagaza qui renversa Micombero après dix années de pouvoir s'attela durant la Deuxième République (1976-1987) à faire table rase du passé, aussi bien en mettant sous le boisseau le drame inouï que venait de vivre le pays, qu'en reléguant le souvenir de Rwagasore. Misant sur le développement économique, il se présenta comme un bâtisseur, un héros modernisateur et rassembleur avec lequel, au bout du compte, le prince entra en compétition directe. Il tenta d'effacer des mœurs l'hommage au concurrent. Le pèlerinage à Vugizo et le congé du 13 Octobre furent suspendus, et le nom de Rwagasore devint imprononçable. Les Jeunesses révolutionnaires Rwagasore furent

Marc Manirakiza, *Burundi : de la révolution au régionalisme (1966-1976)*, Bruxelles, Le Mât de misaine, 1992.

(2) *Ibid.* Les Jeunesses révolutionnaires Rwagasore (JRR) ont remplacé les Jeunesses nationalistes Rwagasore (JNR) nées à la fin de l'année 1961, et les termes de la devise au fronton du mausolée (*Imana, Umwami, Uburundi*, soit Dieu, Roi, Patrie) ont été mis au goût du jour républicain (*Ubumwe, Ibikorwa, Amajambere*, soit Unité, Travail, Progrès).

(3) Jean-Pierre Chrétien et Jean-François Dupaquier, *Burundi 1972 : au bord des génocides*, Paris, Karthala, 2007.

débaptisées et leurs activités récupérées par une Union des jeunes révolutionnaires du Burundi¹. Cependant, cette tentative de désacralisation n'alla pas jusqu'au déboulonnage des bustes ou à la destruction des symboles, et en dernier ressort, elle échoua dans le coup d'État qui ouvrit la voie à la Troisième République (1987-1993) et porta au pouvoir, pour la troisième fois, un militaire tutsi originaire de Bururi.

Si l'on en juge par la facilité avec laquelle le major Pierre Buyoya, nouveau maître du pays, mit fin à l'occultation de la mémoire de Rwagasore, on peut considérer que l'oubli organisé par Bagaza fut une parenthèse sans répercussion durable. Les portraits officiels furent vite raccrochés, on fit nettoyer et reflleurir le mausolée, et les Jeunesses reprirent du service. À partir de 1988, dans la suite de nouveaux massacres opérés au mois d'août au Nord du pays², Buyoya lança une grande « politique d'unité nationale » et refit du prince un modèle. Un Institut Rwagasore, lié à l'Uprona, fut créé pour stimuler les débats sur la démocratisation et la réconciliation nationale³. Menée en même temps que l'ouverture au multipartisme, cette politique libéra la parole sur les divisions ethniques et leur caractérisation violente, laissant à l'écart la décolonisation pendant laquelle le conflit politique n'avait pas été de mêmes nature et intensité.

Le héros survit aux transitions

La transition multipartite engagée au début des années 1990 a déterminé un repli du culte de

Rwagasore, sans doute moins corrélé à l'ethnisation du champ politique qu'à la fin de l'hégémonie institutionnelle du parti unique. Même si la libéralisation partisane s'est accompagnée d'une véritable intoxication « raciale » des discours et des esprits, notamment pendant la campagne électorale de 1993, la figure du prince paraît avoir échappé à cette instrumentalisation. Issu du groupe des Baganwa, fréquemment assimilés aux Batutsi, il aurait pu apparaître ou être présenté comme un héros tutsi dans une propagande ethniciste. Mais c'est en réalité surtout parce qu'il était une figure éminente du « roman » national raconté depuis trois décennies pour légitimer et consolider la suprématie d'une coterie ethnorégionale, que les partis dits hutu l'ont éventuellement assimilé à l'Uprona. Ainsi la formation montante du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu) a invoqué la mémoire du prince dans sa campagne⁴, mais a mis à distance tout ce qui pouvait l'associer à l'Uprona. Après ses victoires aux élections présidentielle et législatives de 1993, il a mis sur la sellette l'ancien parti unique et ses membres, et c'est dans ce contexte qu'il faut lire l'absence du nouveau président élu Melchior Ndadaye, issu du Frodebu, aux commémorations d'octobre 1993 : célébrer Rwagasore aurait été rendre trop d'honneur à l'Uprona qui accaparait déjà les cérémonies⁵.

La suite ne dit pas si Ndadaye, premier président hutu au pouvoir, se serait chaque année abstenu du pèlerinage au mausolée, ou s'il l'aurait interdit comme Bagaza en son temps. Il fut en effet assassiné le 21 octobre 1993, dans un coup d'État conduit par des militaires tutsi. Le Burundi, plongé dans un marasme institutionnel, s'enfonça dans des violences à caractère

(1) Marc Manirakiza, *Burundi : la déviance d'un pouvoir solitaire (1976-1987)*, Bruxelles, La Longue vue, 1997, p. 48-49. Il s'agissait aussi d'effacer le nom d'un mouvement dont le rôle avait été important comme milice violente en 1972.

(2) Jean-Pierre Chrétien, Gabriel Lejeune et André Guichaoua, *La Crise d'août 1988 au Burundi*, Paris, Afera/Karthala, « Cahiers du CRA, 6 », 1989.

(3) Jean-Pierre Chrétien, *op. cit.*, p. 124 ; entretien avec un ancien cadre de l'Institut Rwagasore, Bruxelles, 8 octobre 2011.

(4) Voir les articles parus entre 1990 et 1993 dans l'organe de presse du Frodebu, *L'Aube de la démocratie* (Bujumbura).

(5) *Ibid.* Sur les positions contre « Leta Mporona » (l'État uproniste) du Frodebu, voir aussi Thérèse Sinunguruza, *Les Élections au Burundi : tout savoir et tirer des leçons de juin 1993*, Bruxelles, Luc Pire, 2004, p. 50-51.

généocidaire, quelques mois avant le Rwanda, et bientôt dans une longue guerre civile. On ne connut plus que des incantations au souvenir de Rwagasore servant les acteurs politiques, ou des vœux de réconciliation lancés en son nom dans des médias dont la ligne éditoriale encourageait pourtant le contraire¹.

La réapparition de Rwagasore dans l'espace public a coïncidé avec le retour au pouvoir de Pierre Buyoya, par un nouveau coup d'État en 1996, et avec l'externalisation du règlement de la crise burundaise. À Bujumbura, la célébration du héros reprit sous l'impulsion de celui qui, déjà quelques années plus tôt, l'invoquait comme modèle : les processions recommencèrent, des billets de banque furent réimprimés (1997-1998). Mais le fantôme du prince s'invita aussi en Tanzanie, où l'ancien président Nyerere était devenu en mars 1996 le médiateur d'une initiative régionale pour le Burundi. En prologue optimiste à l'une des premières rencontres qu'il eut avec les délégations burundaises, peu avant le coup d'État de Buyoya, Nyerere fit prénommer Louis l'un de ses petits-fils tout juste né, en souvenir de sa « profonde amitié » avec Rwagasore². Plus tard, dans les négociations officielles qui réunirent à Arusha un grand nombre des parties au conflit à partir de 1998, l'ombre de Rwagasore plana sur les débats. Si l'on se disputa sur les origines et les responsabilités respectives des violences ethniques, du moins tout le monde tomba d'accord sur le rôle temporisateur joué par le prince au moment de l'indépendance. Ainsi l'Accord d'Arusha pour la paix et la

réconciliation au Burundi, signé le 28 août 2000, soulignait qu'en son temps le « leadership charismatique du prince Louis Rwagasore et de ses compagnons a[vait] évité au Burundi de plonger dans une confrontation politique fondée sur des considérations d'ordre ethnique » (premier chapitre, deuxième article).

Cet accord, puis les textes séparés signés en 2003 avec la principale rébellion armée n'ayant pas participé aux pourparlers d'Arusha, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), ont conduit le Burundi dans une phase de transition qui s'est achevée en 2005 par un marathon électoral (référendum constitutionnel, élections collinaires, communales, législatives, sénatoriales et présidentielle). À l'issue de ces scrutins, le visage du pays a radicalement changé, puisque le CNDD-FDD, transformé en parti politique pour l'occasion, a remporté toutes les majorités. Un nouveau régime s'est ouvert, dominé par des dirigeants hutu issus du maquis, qui n'ont pas rompu avec les usages cérémoniels de leurs prédécesseurs. Ainsi, depuis son élection à la tête du pays en août 2005 et sa reconduction en 2010, le président Pierre Nkurunziza a mené une politique d'hommage à Rwagasore très volontariste. Il n'a manqué aucune messe ni commémoration du 13 octobre 1961 et a souvent fait référence au prince dans ses discours. Des monuments ont été repeints ou réhabilités et, à l'un des grands ronds-points de la capitale, a été édifié un assemblage de panneaux immenses honorant Rwagasore aux côtés de Melchior Ndadaye.

Héros consensuel pour nation désunie

Il est difficile d'entendre ou de lire autre chose sur Rwagasore que des panégyriques politiques et humains, une histoire vaillante chantée à l'unisson par sa famille et les Baganwa, par ses condisciples comme par ses anciens oppo-

(1) C'est l'époque d'une propagande vipérine dans les journaux burundais. Voir Barnabé Ndarishikanye et Jean-François Dupaquier, *Burundi, le venin de la baine*, Paris, Reporters sans frontières, 1995.

(2) Ces informations ont été obtenues auprès de G. Madaraka Nyerere, fils de Nyerere, et de Rosemary, sa fille, et nous ont été transmises par Paul Bjerck. Nous remercions celui-ci d'avoir contacté la famille pour nous. Louis Mwachakula, le petit-fils en question, est né le 18 juillet 1996.

sants restés en vie¹, par les pouvoirs en place et même par les descendants de ceux qui l'ont assassiné². Le phénomène n'est pas inhabituel, mais ce qui intrigue est qu'un consensus puisse être réalisé autour d'un tel leader dans une société déchirée par son histoire récente, où les clivages partisans et ethniques, ainsi que traumatiques et mémoriels, restent forts. Comment un prince aussi lointain, assimilable à un Tutsi, leader d'un parti devenu unique, a-t-il pu résister au temps républicain, à l'ethnicisation du champ politique et guerrier, au multipartisme et à l'émergence d'un espace public ? Comment Rwagasore peut-il encore être magnifié par les Burundais, *a priori* unanimes, quand d'autres héros des indépendances africaines subissent les affres de l'érosion mémorielle ou de la dépréciation historique, comme le montrent certains textes de ce dossier ?

Le champion de l'unité, au bénéfice du doute

L'époque de l'existence de Rwagasore est un élément décisif du consensus autour de sa figure héroïque. S'il surclasse de son piédestal l'ensemble de la classe politique et tous les modèles vertueux de la société burundaise, c'est en effet parce qu'il est mort jeune, et parce qu'il est mort tôt.

Rwagasore a été assassiné alors qu'il n'avait pas 30 ans, ce qui le situe d'emblée dans la sphère de l'inexpérience, qu'elle soit cernée par l'âge auquel on peut prétendre à une reconnaissance adulte au Burundi (*ubushingantabe, ubugabo*), ou par la pratique concrète du pouvoir.

(1) Seuls quelques « grands témoins » ayant côtoyé Rwagasore vivent encore aujourd'hui. Ils sont autant des « passeurs de mémoire » respectés que des « gardiens du temple » parfois inventifs (l'un d'entre eux faisait récemment apparaître Rwagasore dans une conférence panafricaine de 1958 à Accra, où il ne s'est en réalité jamais rendu). Certains (Pie Masumbuko, Valentin Bankumuhari, Félix Katikati, Bernadette Nsabimana) ont fondé une association des « compagnons du prince » qui participe à toutes les manifestations où sa mémoire est en jeu.

(2) Entretiens avec des membres des familles principales, Bujumbura et Bruxelles, juillet-août et octobre 2011.

Le prince n'a pas franchi les étapes de l'adoubement social et politique. Marié depuis deux ans et tout juste père³, il venait seulement d'entrer dans l'univers de la responsabilité familiale, déterminante pour faire d'un jeune homme un homme adulte, quand il est mort. Par ailleurs, son apprentissage du pouvoir fut de courte durée. Chef seulement quelques mois en 1959-1960, il ne fut Premier ministre que deux semaines en 1961, du 28 septembre au 13 octobre. Autant dire qu'il ne gouverna pas et que son expérience de la chose publique et de sa gestion fut limitée. Ainsi, il a été fauché au moment clé de sa construction privée et publique, celui où la société commence à toiser les hommes, jauger leurs actions et dénoncer leurs écarts. N'ayant pas poursuivi sa marche, il n'a pas eu l'occasion du faux pas.

La précocité de sa mort est une autre dimension du bénéfice du doute dont jouit le prince, la plus favorable à sa mobilisation dans l'espace politique fractionné du Burundi postcolonial : il a disparu avant la grande conflagration ethnique de 1965 et n'a pas participé aux intrigues qui l'ont précédée. Car après sa mort, c'est le conflit de leadership au sein de l'Uprona, rejaillissant sur l'assemblée et à la Cour, qui a exacerbé des antagonismes jusque-là neutralisés dans sa personne et sa conduite politique. Une concurrence entre anciens du Groupe scolaire d'Astrida et des séminaires pour accéder aux postes de responsabilité, des oppositions idéologiques inscrites dans le contexte international de la fracture Est-Ouest, et des distinctions opérées entre bras droits hutu et lieutenants tutsi auparavant proches du prince, ont donné corps à partir de 1963-1964 aux groupes rivaux dits de Monrovia et de Casablanca, respectivement classés plutôt hutu, « modéré » et pro-occidental, et plutôt tutsi, « progressiste »

(3) Rwagasore a eu deux filles, mortes en bas-âge et enterrées à ses côtés : Marie-Thérèse (13 juin 1960-15 novembre 1961) et Marie-Pia (28 novembre 1961-23 février 1962).

et marxisant. C'est dans ce creuset des divisions scolaires, idéologiques et ethniques qu'a fondu l'unité prônée par le prince, et il n'y a pas pris sa part. En particulier, sa biographie est restée innocente de toute implication dans la première crise politico-ethnique d'octobre 1965, qui a sonné la victoire du groupe de Casablanca sur celui de Monrovia, et constitué le premier cycle radical des massacres et des répressions ethniquement ciblés au Burundi¹.

Au fond, si Rwagasore est central dans l'imaginaire national, c'est parce qu'il est aujourd'hui la seule figure acceptable par tous les Burundais, au-delà des divisions qui ont consumé le pays depuis 1965. Il incarne l'unité du peuple pour en avoir fait la démonstration dans sa stratégie démotique et son alliance matrimoniale, mais surtout parce qu'il est demeuré à l'écart du grand partage de 1965 entre Hutu et Tutsi. Il est ainsi présentable autant dans une idéologie de type majoritaire où les Hutu sont réputés former « le peuple », que dans une rhétorique centrée sur la victimisation de la minorité et ses droits à l'autodéfense, que les Tutsi font débiter cette année-là. La clarté de ses positions sur la question de l'égalité et de la non-discrimination ethniques conforte par ailleurs la crédibilité de son image unitaire, inattaquable par le biais d'une assignation à son identité ethnique².

Des usages politiques actuels de l'icône

Nyerere ne s'y était pas trompé en baptisant son petit-fils Louis à l'aube des pourparlers de

(1) Sur cette crise, voir Melchior Mukuri, *op. cit.*, p. 301-302 ; Augustin Nsanze, *op. cit.*, p. 117-136 ; Augustin Mariro, *Burundi 1965 : la première crise ethnique. Genèse et contexte géopolitique*, Paris, L'Harmattan, 2005.

(2) Dans la littérature historique, une seule référence tend à faire du prince le préparateur de l'hégémonie tutsi : Raphaël Ntibazonkiza, *Au Royaume des seigneurs de la lance : une approche historique de la question ethnique au Burundi, tomes 1 et 2*, La Louvière, Droits de l'Homme, 1991 et 1993. D'autres intellectuels qu'on pourrait dire favorables à une lecture « hutu » de l'histoire, comme Déo Hakizimana (*Burundi, le non-dit*, Vernier, Remesha, 1991) ou Augustin Nsanze (*op. cit.*, p. 72), saluent au contraire son « sentiment démocratique ».

paix interburundais : Rwagasore est un opérateur symbolique puissant de la médiation politique au Burundi, un recours précieux dans la reconstruction postconflit. Depuis l'extérieur, il est perçu comme l'emblème d'une cohésion nationale à rebâtir que l'ancien président tanzanien a utilisé à sa manière, et que les Nations unies n'omettent pas de célébrer³. Dans le pays, il est le modèle que les plus âgés brandissent pour parler du temps où les Burundais vivaient en paix, et celui auquel les nouvelles générations peuvent s'identifier, puisque sa mort précoce l'a maintenu dans une perpétuelle jeunesse. Il est encore, pour des centaines de milliers de réfugiés hutu rapatriés à la faveur du processus de paix, une ressource précieuse, la seule sans doute pour se réinscrire dans l'histoire commune du Burundi, après le long séjour dans les camps et la narration particulière de la nation qui s'y est fabriquée⁴. Enfin, il est l'objet d'une appropriation par les partis, qui peuvent prétendre adhérer à l'unité en lui rendant hommage et l'instrumentalisent pour asseoir leur pouvoir ou régler des questions de légitimité interne.

L'Uprona se trouve aujourd'hui dans ce dernier cas. Après avoir surjoué la figure de Rwagasore depuis 1961, puis perdu le monopole sur sa mémoire avec la démocratisation multipartite, le parti se déchire, à l'heure de ses trois jubilés (victoire électorale de 1961, assassinat du fondateur, indépendance), sur la question de la fidélité aux idéaux du prince. L'aile « radicale », opposée en son temps à l'accord d'Arusha et désormais hostile à la

(3) Communiqué de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies au Burundi, Karin Landgren, à l'occasion du cinquantenaire de la mort du prince, Bujumbura, 13 octobre 2011.

(4) Liisa H. Malkki, *Purity and Exile : Violence, Memory and National Cosmology among Hutu Refugees in Tanzania*, Chicago, University of Chicago Press, 1995. Sans doute parce qu'il n'a pas de responsabilité dans leur exil, Rwagasore est absent des narrations politico-mythiques que cette auteure a recueillies auprès des réfugiés burundais de Tanzanie.

collaboration avec le CNDD-FDD, considère que l'aile « officielle », qui dispose actuellement de représentants au gouvernement, a trahi la pensée unitaire du prince en acceptant de coopérer avec les anciens rebelles (hutu) parvenus au pouvoir, considérés comme responsables de la guerre et des massacres (anti-Tutsi)¹. Cette dispute peut être à l'origine des tentatives de destruction du buste de Rwagasore érigé à Gitega, la deuxième ville du pays, en 2007². En tout état de cause, en 2011, le divorce s'est exprimé au grand jour à Bujumbura à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de la mort du prince : l'aile radicale a organisé une cérémonie concurrente de celle à laquelle l'aile officielle participait à la cathédrale et au mausolée, organisée par le pouvoir.

De facto, depuis 2005 et la première commémoration du 13 octobre 1961 conduite par Pierre Nkurunziza, le CNDD-FDD a pris la main sur le rituel et la célébration publique du prince. Son appropriation passe par les commémorations solennelles ou l'édification de panneaux monumentaux, mais aussi par les discours, que le président Nkurunziza et les autorités du parti truffent de références nominales ou stylistiques. Mieux encore, un rapprochement avec la famille royale a été opéré. Il s'est traduit par l'alliance conclue avec le Parti monarchique parlementaire de Guillaume Ruzoviyo, un lointain cousin du prince, et de manière plus spectaculaire, par l'élection comme députée, en 2005, de la sœur cadette de Rwagasore, Roza-Paula Iribagiza. Que la seule parente directe du prince encore en vie mène campagne pour le CNDD-FDD a constitué une aubaine pour

(1) La scission est intervenue en 1998 et a donné naissance à l'aile Mukasi (du nom du président du parti), et à l'aile Kumugumya (du nom du lieu où se trouve le siège du parti). En 2012, ces deux tendances sont représentées respectivement par Gabriel Sinarinzi et Bonaventure Niyoyankana.

(2) Cette interprétation diffère de celle qui attribue ces actes à des « extrémistes hutu », comme le fait l'agence Net Press, « Burundi : que cache le vandalisme de la statue du héros national ? », Bujumbura, 10 septembre 2007.

disqualifier l'ancien parti unique. Sur le thème du respect des idéaux princiers par le CNDD-FDD et de la trahison de l'Uprona, le nouveau parti dominant s'est offert une caution en or et l'héritière victorieuse a vu ses espoirs de récupérer ses biens augmenter. En effet, au milieu des années 1970, la gérance du patrimoine de la famille Rwagasore avait été confisquée au bénéfice du parti Uprona, dans un contexte où tout était fait pour affaiblir une aristocratie déjà fort diminuée par la mort de ses grandes figures depuis 1961. À la faveur d'un « mouvement de réhabilitation des Baganwa » ayant reçu l'appui de représentants hutu du Frodebu dès les années 1990³, et aujourd'hui celui du CNDD-FDD, la princesse Iribagiza a pu relancer la procédure de restitution des biens familiaux engagée à l'encontre de l'Uprona et restée enlisée jusqu'au milieu des années 2000⁴. Ainsi, tout en conquérant la légitimité princière portée par la sœur de Rwagasore en lieu et place de l'Uprona, le parti au pouvoir a de surcroît rendu digne cette récupération, en investissant la défense de la monarchie sapée par la République et l'Uprona⁵.

Le dernier parti ayant un rapport spécifique au prince est le Frodebu. Vainqueur des scrutins de 1993, il a disputé à l'Uprona l'exclusivité du legs princier dès cette date, en usant de l'argument, toujours d'usage, selon lequel « les héros doivent être laissés à la nation [car] les partis politiques qu'ils ont fondés n'existent

(3) Jean-Pierre Chrétien et Émile Mworoha, *op. cit.*, p. 381-399.

(4) Entretiens avec des membres de la famille directe, Bujumbura et Bruxelles, 2010 et 2011.

(5) Une véritable « offensive » est menée ces derniers temps par le pouvoir pour prouver son attachement au legs royal. Ses représentants ont participé aux funérailles de la dernière reine du pays, Baramparaye, en 2007 ; des moyens ont été octroyés pour rechercher la dépouille de Ndzeye, demi-frère de Rwagasore et dernier *mwami* du Burundi en 1966, exécuté et jeté dans une fosse commune au début des massacres de 1972 ; enfin, le corps du *mwami* Mwambutsa, enterré en Suisse où il vivait en exil, devait être rapatrié au Burundi en 2012.

plus réellement tels quels¹ ». Il a ainsi valorisé la figure « désupronisée » d'un Rwagasore appartenant à tous, et l'a même utilisée sur ses bulletins de vote en 2010². Même si le Frodebu a la particularité de louer son propre martyr, Melchior Ndadaye, chanté comme « héros de la démocratie » (« *incungu ya demokarasi* ») et célébré chaque 21 octobre, cela n'entrave pas la commémoration conjointe du « héros de l'indépendance » (« *incungu y'ukwikukira* »), Rwagasore³. En fait, ce dernier n'apparaît pas comme un concurrent, mais plutôt comme une prime symbolique.

Le héros et ses fantômes

La conversion multipartite des années 1990, le retournement ethnique de la majorité politique entamé alors puis confirmé par les urnes en 2005 et 2010, mais aussi la perspective de la création d'une commission Vérité et réconciliation⁴, ont encouragé l'expression d'une forte demande sociale de compréhension du passé et de (re)lecture de l'histoire. Une libération des mémoires restées longtemps confinées dans des alcôves familiales ou communautaires s'est produite, qui a conduit à la réapparition ou à la revalorisation d'acteurs de l'histoire burundaise longtemps oubliés. Ces « héros non chantés » dont les noms réapparaissent aujourd'hui sont souvent des personnalités considérées comme des symboles de la persécution des Hutu ou

de la résistance à la domination tutsi et uproniste, qui sont plus à même d'être réhabilités depuis la stabilisation d'un pouvoir à majorité hutu⁵.

Pierre Ngendandumwe et Paul Mirerekano font partie de ces silhouettes qui sortent de plus en plus de l'ombre portée par l'homme monument Rwagasore. Tous deux étaient d'éminents membres de l'Uprona en 1960-1961, familiers du prince, qui se lièrent après son meurtre dans le groupe Monrovia, avant d'être brutalement évacués du champ politique en 1965. Le premier, vice-Premier ministre de Rwagasore en septembre 1961, a reçu les honneurs nationaux lorsqu'il fut assassiné le 15 janvier 1965, à peine plus âgé que le prince au moment de sa mort, et comme lui tout juste nommé Premier ministre⁶. Le gouvernement le déclara « second héros national », l'avenue où il avait été exécuté prit son nom et on l'inhuma à Vugizo, à côté de Rwagasore⁷. Mais son héroïsation n'a jamais atteint celle du prince : le jour de sa mort n'a été férié qu'une année, en 1966, et les cérémonies sur sa tombe sont encore aujourd'hui seulement familiales⁸. L'amnésie officielle, ainsi que le fait que les responsables de sa mort restent mal identifiés, laisse penser à une inégalité de traitement souvent interprétée comme une discrimination anti-Hutu.

C'est aussi ce qui se produit avec Paul Mirerekano, dont le nom est resté tabou dans la geste nationaliste élaborée par l'Uprona. Il en était pourtant l'un des fondateurs, fournisseur de ses premiers moyens financiers et logistiques, intermédiaire essentiel entre les milieux ruraux et les cercles du commerce urbain dont la rencontre avait tant servi les succès des

(1) Léonce Ngendakumana (président du Frodebu), cité par Édouard Madirisha, « Indépendance : bilan d'une gestion », *Iwacu*, 30 juin 2011.

(2) L'usage par les partis des portraits de Rwagasore et Ndadaye est, à chaque élection, l'occasion de disputes. En 2010, pour couper court à toute contestation, il a été décidé que tous pourraient les utiliser librement.

(3) Le mot « *incungu* » renvoie à une conception traditionnelle du « sauveur de la nation ». Il a été adopté dans la loi de décembre 2006 qui consacre en kirundi la liste des héros officiels du pays.

(4) Prévus par l'accord d'Arusha, cette commission n'est pas censée étudier les événements antérieurs à l'indépendance, mais elle suscite une effervescence mémorielle qui touche quand même cette période.

(5) Hermenégilde Niyonzima, *Burundi, terre des héros non chantés du crime et de l'impunité*, Vernier, Remesha, 2004.

(6) « Le Premier ministre du Burundi Ngendandumwe assassiné à Bujumbura », *La Libre Belgique*, 18 janvier 1965.

(7) Melchior Mukuri, *op. cit.*, p. 290.

(8) Hermenégilde Niyonzima, *op. cit.*, p. 41-42 ; Raphaël Ntibazonkiza, *op. cit.*, p. 43.

coopératives et du parti¹. Mais au lendemain de la mort du prince, évincé de la direction de l'Uprona pour des motifs vraisemblablement ethniques, il organisa une opposition interne qui le conduisit en prison en 1963 puis à l'exil en 1964². Élu député en mai 1965, dans un contexte de plus en plus polarisé ethniquement après l'assassinat de Pierre Ngendandumwe, il fut exécuté en octobre, accusé d'avoir préparé les massacres de Batutsi dans sa région d'origine³. Il a alors rejoint, dans un même mouvement, des antipodes mémoriels : les oubliettes du coupable dans le récit élaboré sous les pouvoirs tutsi successifs et le Panthéon des martyrs hutu longtemps commémorés en discrétion.

Ces deux personnalités qui occupent les strates les plus anciennes des mémoires de la militance hutu réapparaissent à la faveur du renversement ethnique des équilibres du pouvoir. Mais le mouvement de réhabilitation des personnalités reléguées aux rangs subalternes de l'activisme indépendantiste ne s'arrête pas à cette dimension, pour la simple raison que les antagonismes ethniques ne récapitulent pas seuls les clivages burundais. Ainsi, on voit aussi honorés aujourd'hui des Swahilis pour leur soutien au prince, quand leur collaboration était encore indicible il y a dix ans, les musulmans étant longtemps restés exclus de la vie politique nationale. En 2009, une cérémonie pour célébrer de vieux indépendantistes ressortissants de Buyenzi (le quartier swahili de Bujumbura) a été organisée en présence de figures de l'ouverture confessionnelle du régime Nkurunziza, comme le sénateur Mohamed Rukara⁴. La fondation Salama créée par ce dernier a, en 2010,

décerné un « certificat d'honneur » à Paul Mirerekano pour sa contribution à la recherche de l'indépendance aux côtés de Rwagasore, en se référant aux contacts que l'entrepreneur catholique entretenait avec les Swahilis dès le milieu des années 1950.

Tous ces acteurs politiques réhabilités dans l'espace public depuis peu n'entrent pas en compétition avec Rwagasore. Au contraire, ils l'accompagnent toujours, ce qui ajoute à l'épaisseur de son mythe. Pour l'instant, si le réveil des mémoires nourrit la diversification du livre des héros burundais, il n'existe pas d'entreprise de démythification du prince héros ; sans doute parce que la dialectique de l'unité est plus efficace avec lui plutôt que sans lui, et qu'il reste irréfutable dans les périodes violentes qu'il n'a pas connues, à la différence des autres héros qui l'escortent.

Le mythe Rwagasore a certainement de beaux jours devant lui parce que le prince défunt demeurera, dans l'éternité du linceul, jeune et innocent de toute violence. Le label princier est reconnu pour sa plasticité. Mais si l'on suit l'idée selon laquelle le « discours édifiant [sur le héros] offre une pédagogie et une idéologie où s'exprime la banalité d'une société et de ses préoccupations⁵ », en considérant la référence à Rwagasore comme une sorte de baromètre du climat politique burundais, on peut se demander dans quelle mesure la fréquence de son utilisation comme symbole d'unité n'est pas le signe que le pays reste amarré au quai de la division nationale. Le mythe politique naît dans la crise de la société⁶. Il est fort possible qu'il s'y maintienne si cette condition est prolongée. En définitive, c'est donc peut-être quand le prince ne sera plus convoqué par

(1) Christine Deslaurier, « Paul Mirerekano », in Henri-Louis Gates et Emmanuel Akyeampong (dir.), *Dictionary of African Biography*, New York, Oxford University Press, 2012.

(2) Raphaël Ntibazonkiza, *op. cit.*, p. 63-68.

(3) *Ibid.*

(4) Pierre Nkurunziza est lui-même protestant, ce qui constitue une nouveauté au sommet de l'État.

(5) Jean-Pierre Chrétien, *op. cit.*, p. 125.

(6) Voir Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Éd. du Seuil, 1986.

les leaders contemporains pour ses seules qualités unitaires, qu'on pourra dire que le Burundi se sera réconcilié avec lui-même.

Christine Deslaurier, Centre d'études africaines (CEAf), 75006, Paris, France.

Chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), **Christine Deslaurier** est historienne, attachée au Centre d'études africaines à Paris. Titulaire d'un doctorat de l'Université Paris-I, ses travaux portent sur l'histoire politique du Burundi contemporain depuis le milieu des années 1950. Elle s'intéresse aussi aux crises violentes et aux conflits armés qui ont marqué la région des Grands Lacs dans la période récente des années 1990-2000. (christine.deslaurier@ird.fr)